



BPIFRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES
FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.bpifrance.fr

www.entreprises.gouv.fr

Paris, le 22 juillet 2019

Bpifrance Le Lab et la DGE présentent la 9^e enquête de conjoncture ETI

2019 s'annonce encore comme une année porteuse pour l'activité des entreprises de taille intermédiaire (ETI). L'ensemble des indicateurs sont portés vers la croissance, avec toutefois une modération des prévisions en termes d'activité, d'emploi et d'investissement par rapport à 2018. Les ETI internationalisées, notamment industrielles, sont celles qui revoient le plus leurs prévisions de croissance en raison notamment de la dégradation de la conjoncture internationale. Celles tournées vers le marché intérieur résistent en revanche bien mieux.

Cette 9^e enquête annuelle de conjoncture a été réalisée en avril-mai 2019, conjointement par la Direction générale des entreprises (DGE) et Bpifrance Le Lab. Les résultats portent sur un échantillon de 637 entreprises représentatives des 3 705 entreprises de taille intermédiaire (ETI) françaises¹.

Bien que les perspectives des ETI pour 2019 soient toujours portées vers la croissance de leur activité, celle-ci s'annonce plus modérée qu'en 2018 en raison d'une demande externe moins dynamique.

53 % des ETI nationales anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé et, à l'inverse, seules 9 % craignent une baisse sur l'exercice 2019. Restant toujours à un niveau élevé, le solde d'opinion prévisionnel d'évolution de l'activité² perd toutefois 8 points par rapport à l'année précédente, passant de + 52 pour 2018 à + 44 pour 2019.

Cette correction est à mettre à l'actif principalement des ETI les plus dépendantes de la demande mondiale, aujourd'hui en ralentissement. En effet, concernant les ETI les plus internationalisées³, bien que 62% prévoient une hausse de leur activité en 2019 et, que seules 9% craignent un repli, le solde d'opinion perd 23 points en un an pour s'établir à + 53. Cette évolution est liée à la conjoncture internationale puisque leurs prévisions de croissance à l'export pour 2019 fléchissent significativement (solde d'opinion sur la progression des exportations à + 27, en baisse de 28 points).

¹ La France compte environ 5 300 ETI, dont 3 600 hors contrôle de grands groupes étrangers (ETI dites « nationales »).

² % des ETI anticipant une hausse - % ETI anticipant une baisse.

³ Plus de 25 % du CA réalisé à l'étranger, soit un quart des ETI nationales.



En conséquence, les ETI de l'Industrie, très internationalisées, affichent un moindre optimisme avec un solde d'opinion prévisionnel d'activité en baisse de 19 points. Les ETI tournées vers le marché intérieur comme celles de la Construction, du Commerce ou du Tourisme résistent mieux.

Malgré un léger ralentissement du rythme des embauches, l'emploi au sein des ETI devrait toujours afficher une forte progression en France en 2019 et, dans une moindre mesure, à l'étranger.

Les perspectives de hausse des emplois des ETI en France (où sont basés 91 % des effectifs mondiaux des ETI françaises) sont toujours importantes même si, à + 35, le solde d'opinion prévisionnel d'emploi en France perd 4 points en un an. Les effectifs à l'étranger devraient, eux aussi, continuer de se renforcer mais dans une moindre mesure qu'en France (solde d'opinion prévisionnel à + 16).

Comme les PME, les ETI rencontrent des toujours davantage de difficultés à recruter : 43 % des ETI ont connu d'importantes difficultés de recrutement en 2018 contre 36% en 2017. Pour 4 ETI sur 5, il est difficile d'établir une bonne adéquation entre leurs attentes et celles des candidats. Le niveau de qualification du salarié est la principale raison mise en avant (59 % des citations).

Des freins au développement toujours limités.

Les contraintes liées à la réduction des marges ont encore diminué bien qu'elles demeurent l'obstacle au développement le plus souvent cité (45 % des citations après 47 % en 2018, 51 % en 2017 et 53 % en 2016).

Les autres facteurs, purement financiers (manque de fonds propres, endettement excessif ou difficulté d'accès au crédit), pèsent relativement peu. Aussi, seules 3 % des ETI font état de réelles difficultés pour obtenir des concours financiers en 2018.

Malgré un léger ralentissement et des prévisions de trésorerie en repli, les prévisions d'investissement restent orientées à la hausse pour 2019.

Les ETI anticipent une légère dégradation de leur situation financière en 2018 ainsi que des trésoreries plus tendues en 2019. En effet, bien que restant à un bon niveau, le solde d'opinion de la trésorerie passée recule de 5 points en un an (+ 7 après + 12 en 2017) et le solde d'opinion prévisionnel perd lui 9 points (0 après + 9 l'an passé).

Dans ce contexte de perspectives de croissance de l'activité moins forte qu'en 2018, les prévisions d'investissement de croissance interne pour 2019 indiquent un ralentissement mais résistent. Si les ETI innovantes prévoient de poursuivre leur politique d'investissement au même rythme que précédemment, celles très internationalisées revoient leurs projets à la baisse.

En 2019, 43 % des ETI envisagent de prendre de nouvelles participations et près d'un tiers a des projets de création de nouvelles filiales. Le nombre de ces projets reste stable par rapport à l'année dernière. De plus, une ETI sur cinq a un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, taux qui se maintient par rapport à 2018 malgré l'environnement extérieur plus difficile. L'Union européenne demeure la principale zone d'implantation ciblée devant l'Asie et l'Afrique.

Dans un contexte de coût de crédit aux entreprises très favorable, les ETI souhaitent intensifier leur recours à l'endettement et aux concours bancaires plutôt qu'à l'autofinancement pour financer leurs investissements.



Méthodologie - Définition des ETI

La nouvelle catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*⁴, et qui :

- ✓ d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises* (GE).

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : www.bpifrance-lelab.fr

Contacts presse :

Bpifrance
Christophe Menger
Tél. : 01 41 79 95 12
christophe.menger@bpifrance.fr

DGE
Anne Virlogeux
Tél : 01 79 84 30 70
anne.virlogeux@finances.gouv.fr

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un dérouteur d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.bpifrance-lelab.fr – @BpifranceLeLab - @BpifrancePresse

À propos de la Direction générale des entreprises (DGE)

Placée sous l'autorité du ministre de l'Economie et des Finances, la DGE conçoit et met en œuvre les politiques en faveur de la compétitivité et de la croissance des entreprises. Son action est au cœur des chantiers du gouvernement pour le développement économique de notre pays. Elle porte des missions à la fois sectorielles (politique industrielle, régulation du numérique et déploiement des infrastructures, politiques de soutien à l'artisanat, au commerce, aux services et au tourisme), transverses (simplification réglementaire, politique d'innovation) et relatives à la transformation numérique de l'économie..

www.entreprises.gouv.fr - @DGEentreprises

⁴ Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.